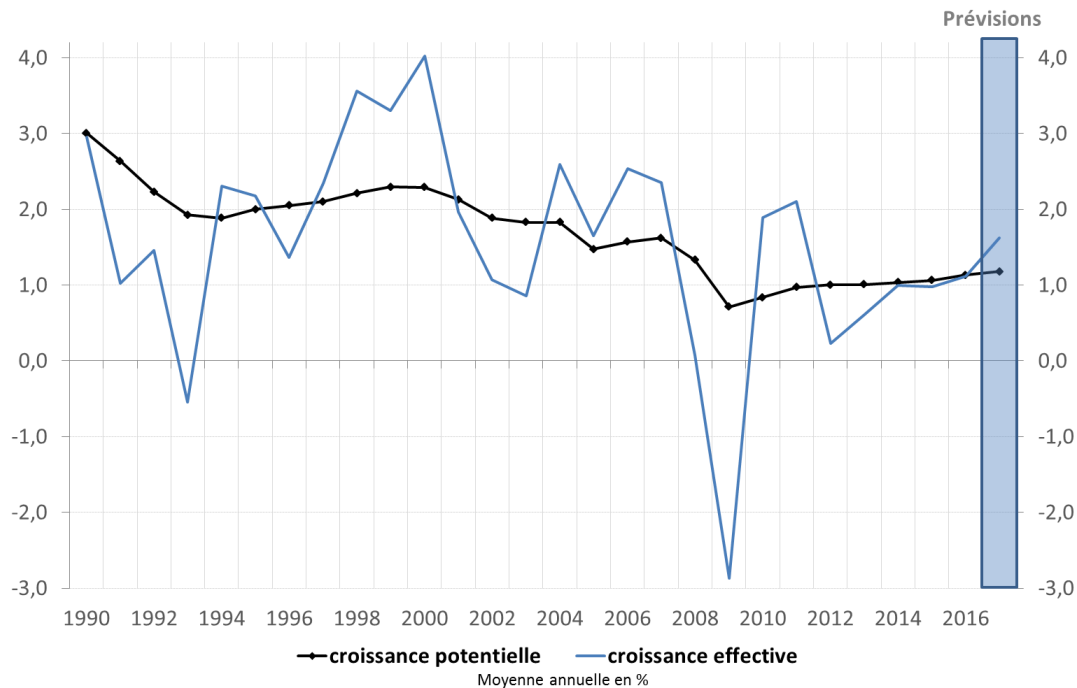


# Peut-on dynamiser la croissance en France ?

Par [Rémy Lecat](#)

*En 2017, l'activité française devrait accélérer aux environs de 1,6%. Au-delà du soutien de la politique monétaire, des réformes structurelles ambitieuses sont nécessaires pour relever son rythme potentiel actuel qui dépasse difficilement 1 point 1/4. Ces réformes concernent notamment l'éducation, la formation professionnelle, le droit du travail et la concurrence.*

**Graphique 1 : Moindre croissance potentielle depuis la grande recession**



*Sources : Banque de France et INSEE. La croissance effective est la variation relative du PIB réel tirée des comptes trimestriels CVS-CJO de l'INSEE. La croissance potentielle est la croissance atteinte en mobilisant pleinement et de façon optimale les facteurs de production disponibles en termes d'emploi, de capital productif ou autres.*

Une croissance soutenue du PIB sur le long terme est nécessaire à la soutenabilité de la dette publique et au financement de la protection sociale, notamment des retraites et des dépenses de santé. Or, l'économie française a plutôt affiché une tendance au ralentissement de la croissance observée depuis les années 1970. En effet, le taux de croissance du PIB est passé de 5,2% en moyenne annuelle de 1950 à 1974 à 2,3% entre 1974 et 2007 puis il est revenu à un rythme particulièrement faible depuis la crise financière (0,6%).

Pourquoi ce ralentissement et comment retrouver durablement une croissance élevée ? L'estimation de la croissance potentielle permet de fournir des éléments pour répondre à cette question.

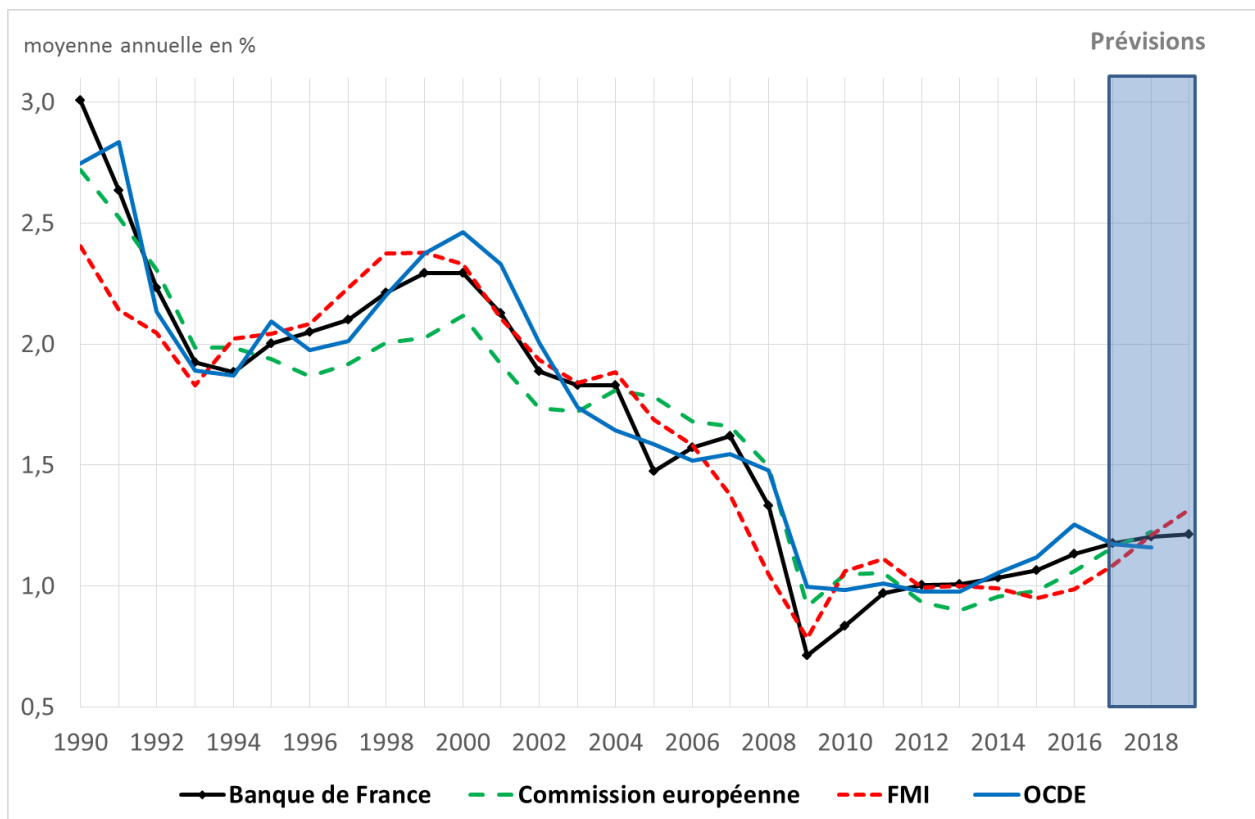
## La croissance potentielle, limitateur de vitesse de l'économie française

A long terme, la croissance effective ne peut dépasser durablement la croissance potentielle. Si, de façon transitoire, l'on peut accélérer les rythmes de production, faire des heures supplémentaires..., la sur-utilisation des ressources disponibles se traduira à terme par de l'inflation, des effets de fatigue et entraînera une période de ralentissement. La croissance potentielle peut donc être perçue comme le « limitateur de vitesse » de l'activité économique.

L'estimation de la croissance potentielle peut recourir à des méthodes statistiques de lissage ou à des méthodes plus structurelles. Les méthodes structurelles sont adossées à la théorie économique. La plus utilisée est la fonction de production, qui estime le niveau de PIB potentiel à partir d'un stock de capital productif (équipement, bâtiment, capital intangible), d'un niveau potentiel de l'emploi et de la productivité globale des facteurs (PGF) qui mesure l'efficacité de l'utilisation du capital et de l'emploi. Chacune des méthodes, même les plus statistiques, requiert de nombreuses hypothèses : pour les méthodes statistiques, l'intensité du lissage en particulier et, pour la fonction de production, la méthode d'agrégation de la contribution de chaque facteur de production ou la détermination de la tendance de PGF.

C'est pourquoi les évaluations peuvent diverger selon la méthode utilisée et les hypothèses retenues. Le graphique 2 montre des estimations de croissance potentielle de la Banque de France et des institutions internationales, qui présentent des différences parfois significatives, alors qu'elles utilisent toutes des fonctions de production.

**Graphique 2 : Différentes évaluations de la croissance potentielle par une fonction de production**



*Sources : Banque de France, Commission européenne, FMI et OCDE.*

### Baisse de la croissance potentielle

Ces évaluations conduisent néanmoins à plusieurs conclusions convergentes. La croissance potentielle ralentit depuis les années 1990 par palier, ce ralentissement s'étant accusé avec la crise financière. Malgré

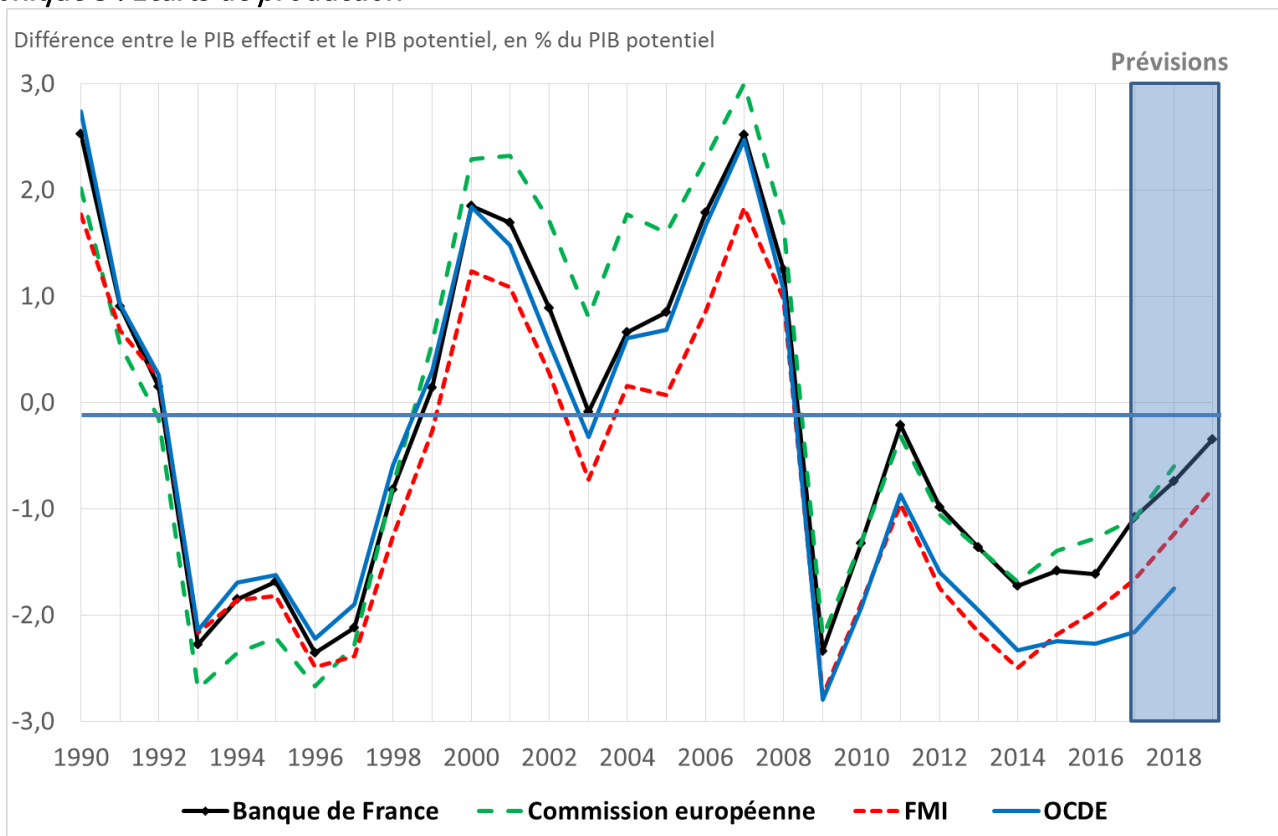
une légère ré-accélération avec la reprise actuelle, la croissance potentielle reste en dessous de son niveau du début des années 2000 (cf. graphique 2). Ce ralentissement est attribuable à un moindre investissement, mais surtout à une moindre augmentation de l'efficacité de la combinaison des facteurs de production, la PGF. Entre 2000-2008 et 2008-2016, la croissance potentielle serait ainsi revenue d'environ 1,7% à 1,0%. Selon les estimations, ceci vient de la moindre contribution moyenne de l'investissement (de 0,6 à 0,8 point par an) et de la PGF (de 0,1 à 0,8) tandis que la contribution du nombre total d'heures travaillées, limitée par le passage au 35 heures sur 2000-2008, augmente légèrement.

Le ralentissement de la PGF dans l'immédiat après-crise est en partie ponctuel : le vieillissement du capital productif sous l'effet de la baisse de l'investissement, la sous-utilisation des équipements productifs, le développement d'emplois de travailleurs indépendants à faible productivité... Mais il est également structurel. La France a achevé le rattrapage du niveau de productivité des États-Unis dans les années 1990 et n'a pas pleinement profité ensuite de la révolution des technologies de l'information et de la communication ([Bergeaud et al., 2016](#)) ; ce ralentissement touche tous les pays avancés, sous l'effet de l'essoufflement, peut-être transitoire, du progrès technique (pour les États-Unis, voir [Gordon, 2015](#)).

### Des marges de croissance qui se réduisent

La marge de croissance par rapport à la croissance potentielle est appelée l'écart de production, mesuré comme l'écart entre PIB effectif et PIB potentiel, exprimé en % du PIB potentiel (cf. graphique 3). Il donne la position de l'économie dans le cycle : s'il est positif (le PIB effectif est supérieur au PIB potentiel), l'économie est en phase haute du cycle, s'il est négatif, l'économie est phase basse.

Graphique 3 : Écarts de production



Sources : Banque de France, Commission européenne, FMI et OCDE. L'écart de production est l'écart entre PIB effectif et PIB potentiel, en % du PIB potentiel.

En 2016, l'économie française est encore en phase basse du cycle. Par rapport aux cycles traditionnels, cette phase basse est particulièrement longue, avec 8 ans de bas cycle. Ceci correspond aux conséquences traditionnelles des crises financières, dont les effets négatifs sur la demande sont particulièrement longs à se résorber (cf. [Reinhart et Rogoff, 2009](#)).

L'écart de production négatif signifie qu'il reste des marges de croissance à l'économie française, mais celles-ci sont limitées, à environ un point et demi du PIB potentiel, et se réduisent progressivement. En effet, selon les prévisions de la Banque de France de juin 2017, le taux de croissance effectif dépasserait le taux de croissance potentiel et amène le PIB effectif à se rapprocher du PIB potentiel d'ici 2019 (écart de production de ½ % en 2019). Cette accélération de la croissance effective est notamment alimentée par la stimulation de politique monétaire de l'Eurosystème ([Marx, Nguyen et Sahuc, 2016](#)).

Si la croissance potentielle reste proche de 1,2%, l'économie française se trouvera face à des défis majeurs pour assurer le financement de son système de protection sociale et la soutenabilité de sa dette publique. Pour relancer durablement la croissance, il est nécessaire de relever la croissance potentielle.

Pour cela, des réformes structurelles doivent être menées. Une étude la Banque de France ([Cette et al, 2016](#)) montre ainsi que l'adoption des pratiques des trois meilleurs pays de l'OCDE pour la réglementation du marché des biens, des services et de l'emploi par la France permettrait d'augmenter le PIB potentiel de 6%. Le PIB potentiel sera en effet plus élevé si trois facteurs se conjuguent : si le taux d'emploi, notamment pour les jeunes et les seniors, est plus élevé ; si la population active a des compétences mieux adaptées aux besoins de l'économie française par un effort de formation, initiale ou professionnelle, accru ; et si l'investissement est stimulé par des conditions structurelles plus favorables ou si les ressources en travail et en capital sont allouées aux entreprises les plus performantes.

Des réformes ambitieuses de l'éducation, de la formation professionnelle, du droit du travail ou de la concurrence permettraient d'atteindre ces objectifs, notamment en permettant à la France de bénéficier pleinement de l'accélération possible de la productivité grâce aux progrès de l'économie numérique .